



La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ?

"I have learned to seek my happiness by limiting my desires, rather than in attempting to satisfy them."

John Stuart Mill (1806-1873)

Malgré une croissance économique continue, des enquêtes révèlent que la "satisfaction de vie" des Occidentaux stagne. Pourquoi le bien-être ne progresse-t-il pas - ou plus - avec les revenus ? Qu'en disent les économistes ?

Isabelle Cassiers

Catherine Delain

Le dicton populaire n'a cessé de le dire : *l'argent ne fait pas le bonheur*. *L'argent* désigne pour le quidam ce que les économistes classent dans des registres divers - la richesse, le revenu, le pouvoir d'achat, le produit intérieur brut (PIB) - dont ils veulent, depuis des siècles, comprendre et stimuler l'essor. Les pères fondateurs de la discipline ne s'y trompaient pas. John Stuart Mill, philosophe autant qu'économiste, dissociait son propre bonheur de la satisfaction de ses désirs. Adam Smith, bien avant lui, croyait même pouvoir généraliser le constat : "pour ce qui fait le réel bonheur de la vie humaine", les déshérités de la terre sont aussi bien lotis que les grands de ce monde ; "quant au bien-être du corps et à la paix de l'esprit, le mendiant qui se chauffe au soleil sur le bord de la route possède la sécurité pour laquelle les rois se battent" (1759/1999 p. 258).

Pourtant une large partie de la littérature économique contemporaine laisse entendre que le bien-être croît avec le revenu réel, tant pour les individus que pour les nations. En micro-économie, la théorie des choix du consommateur postule que la satisfaction de celui-ci est une fonction croissante des quantités consommées (Jacquemin et Tulkens 2001 p.37). En macroéconomie, on admet généralement que la consommation, tant privée que publique, détermine les niveaux de satisfaction ou de bien-être dont peut jouir la population du pays et que l'objectif de croissance économique concerne le bien-être futur des nations (ibidem pp. 410 et 425)¹. Une récente étude de l'OCDE confirme et précise ce constat : "La littérature économique stipule que les individus retirent du bien-être de la satisfaction de leurs désirs et le font selon des préférences qui leur sont propres. En pratique, comme le degré de satisfaction des préférences individuelles ne peut pas être directement observé, toute évaluation du bien-être doit reposer sur des approxi-

Nos remerciements s'adressent à Philippe Defeyt et Philippe De Villé, pour des discussions très stimulantes en cours de recherche, et à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont alimenté notre réflexion sur le bonheur.

¹ Ce livre est cité à titre d'exemple : il est représentatif des formations de base en économie. Les analyses plus avancées sont parfois plus nuancées et plus prudentes sur la thématique du bien-être.

mations. L'approximation la plus fréquente est le revenu réel : en ce qui concerne les individus, le revenu réel contraint la capacité de consommation ; au niveau d'une nation, la production de biens de consommation et d'investissement contribue au bien-être présent et futur des individus. Les quantités sont valorisées aux prix du marché qui à l'équilibre, reflètent bien la contribution marginale des différents biens consommés à l'utilité des individus" (Boarini et al. 2006 p.6). Utilité, satisfaction des besoins ou des désirs, bien-être ne signifient pas encore bonheur, mais s'en approchent, selon un *continuum* difficile à préciser : "Le 'bien-être' est une notion complexe. Sa définition est différente d'un dictionnaire à l'autre, mais elle fait généralement intervenir les concepts de prospérité, de santé et de bonheur" (OCDE 2006, p. 134).

Ainsi l'économiste se trouve-t-il souvent, bon gré, mal gré, embarqué sur la thématique du bonheur. Si l'ensemble de la discipline proclame que le consommateur est réputé insatiable, que la satisfaction de la population s'accroît quand son revenu augmente, les gouvernements et les institutions internationales semblent autorisées à placer de manière récurrente la croissance économique au rang de leurs objectifs prioritaires, au nom des peuples et de leur bien-être.

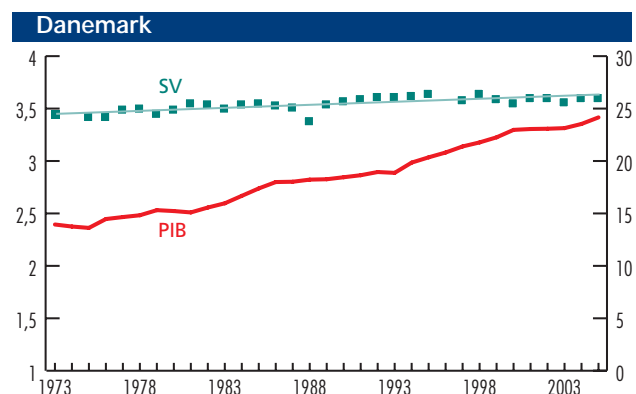
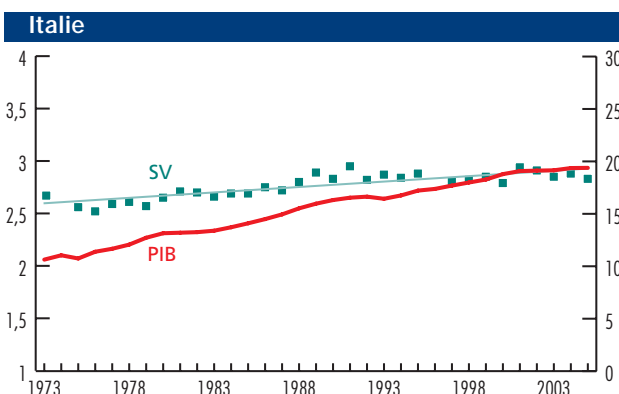
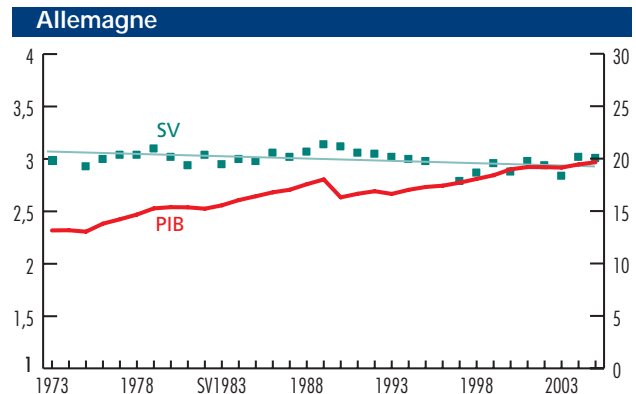
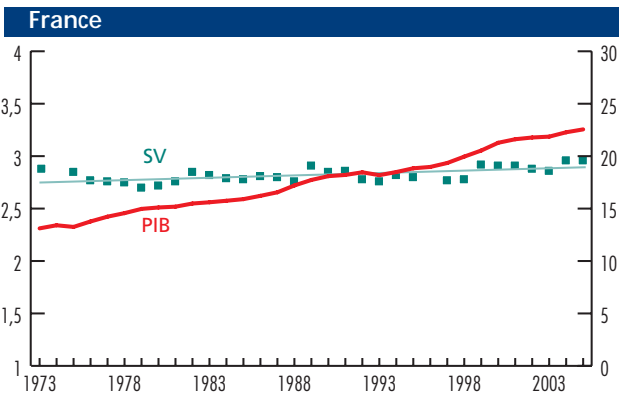
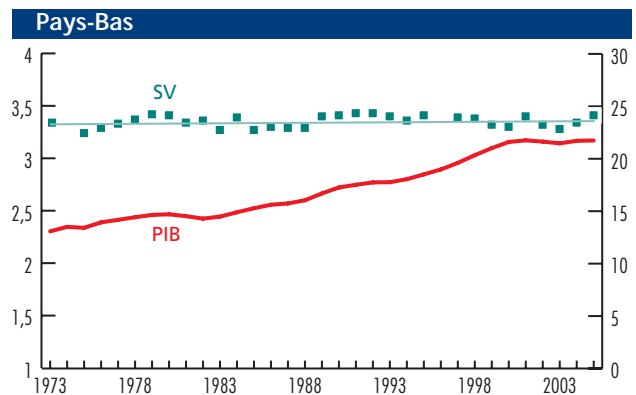
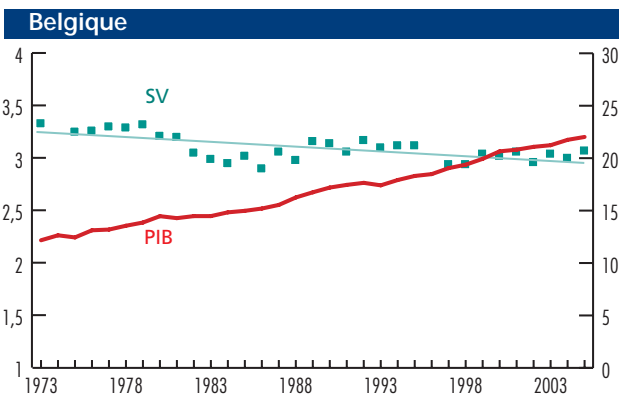
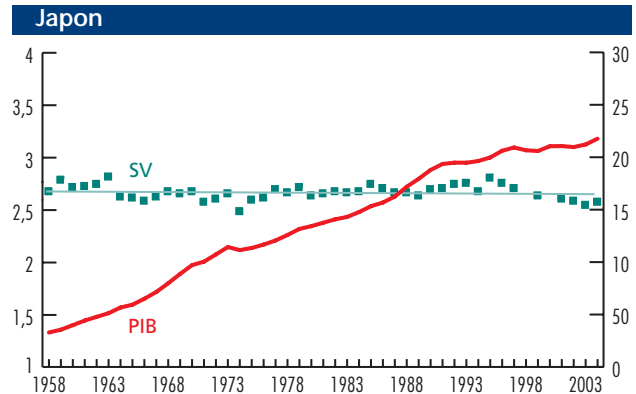
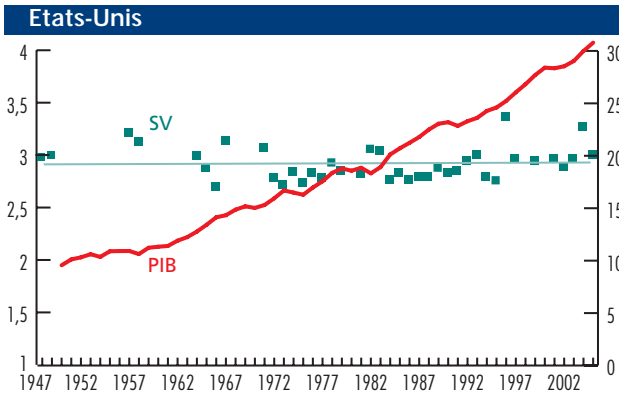
Quelques voix bien connues ont pourtant dénoté dans ce concert. On se rappellera le *Halte à la croissance* lancé en 1972 par le Club de Rome, les tentatives des mouvements écologistes de promouvoir une comptabilité du développement durable, ou encore la publication par les Nations Unies, depuis 1990, d'un *Indicateur du développement humain* (IDH du PNUD) qui adjoint au traditionnel PIB des indices de qualité de vie (longévité et éducation). Plus récemment, la multiplication d'études d'économistes visant à explorer la thématique du bonheur ou de la satisfaction de vie semble témoigner de l'urgence de la question.³ L'OCDE n'y est pas insensible, puisqu'elle vient de consacrer à la discussion des indicateurs alternatifs au bien-être non seulement une étude interne (Boarini et al. 2006) mais aussi un chapitre de son deuxième et très officiel *Objectif croissance* (OCDE 2006 chapitre 6). L'organisation acte les multiples raisons pour lesquelles le revenu réel n'offre qu'une approche très biaisée du bien-être. Le magazine *The Economist* (9/2/2006) salue l'événement : "l'OCDE doit être félicitée pour être la première organisation du mainstream à remettre en question les données conventionnelles du PNB". Dans sa présentation d'*Objectif croissance*, l'économiste en chef de l'OCDE n'exclut même pas "qu'un surcroît de PIB par habitant, à partir d'un niveau déjà élevé, ait un effet décroissant sur le bien-être", mais débouche quelques lignes plus loin sur la conclusion, paradoxale pour le lecteur attentif, que "l'indicateur de bien-être le moins imparfait reste peut-être le PIB par habitant" (Cotis 2006). L'église de la croissance se laissera-t-elle ainsi remettre au milieu du village des économistes ?

Un tel recentrage devient de plus en plus difficile. En effet, comment ne pas être interpellé par la comparaison, au sein des pays occidentaux, de deux évolutions, présentées dans les graphiques de la page suivante : celle du PIB par habitant, en forte croissance, d'une part et celle de l'évaluation subjective de la "satisfaction de vie", le plus souvent stagnante, d'autre part ?

² Rappelons que pour les économistes, le terme utilité n'est pas employé dans son usage courant (fait de servir à quelque chose, d'être utilisable) mais "est entendu dans le même sens que satisfaction" (Jacquemin et Tulkens p.37), terme à son tour souvent assimilé au bien-être. Typiquement, une "fonction d'utilité" établit une relation entre les quantités consommées (d'un ou de plusieurs biens) et la satisfaction que le consommateur en retire. Le plus souvent, cette fonction est supposée non linéaire, mais croissante à un rythme décroissant (utilité marginale positive mais décroissante).

³ Au moment où nous mettons sous presse, le *Journal of Socio-Economics* sort un numéro spécial (volume 35, Avril 2006) à la question du bonheur sous le titre "The Socio-Economics of Happiness".

**PIB réel par habitant (en milliers de dollars GK, échelle de droite)
et évaluation de satisfaction de vie (SV) moyenne (échelle de gauche)**



Sources : PIB: GGDC (2006) ; SV: European Commission (1973-2005) et Veenhoven (2006).

Après un examen attentif de ces graphiques et des précisions méthodologiques qu'il appelle (section 1), nous proposons dans les pages suivantes un survol des principaux motifs invoqués par certains courants de la littérature économique pour expliquer le hiatus entre croissance et bonheur, entre PIB et satisfaction de vie. Sans nous attarder sur les traditionnelles critiques de la comptabilité nationale, déjà bien connues, nous avons regroupé les arguments en deux points principaux.⁴ Le premier explore le fait que toute richesse est relative : elle s'apprécie à l'aune de celle des autres ou d'une situation passée (section 2). Le deuxième traite des motifs de satisfaction de vie qui ne relèvent pas de la richesse matérielle ou sont même négativement corrélés à la croissance économique (section 3).

1. La "satisfaction de vie" des occidentaux n'augmente plus

Depuis la deuxième guerre mondiale, les pays occidentaux ont connu une croissance économique impressionnante. De 1958 à 2004, le PIB réel par habitant a triplé aux Etats-Unis et dans la plupart des pays européens, dont la Belgique ; il a été multiplié par six au Japon (GGDC 2006). La vie matérielle des populations s'est transformée à un rythme sans précédent dans l'histoire. Les Américains, les Européens en général et les Belges en particulier, les Japonais sont-ils de plus en plus satisfaits de la vie qu'ils mènent ? "Non" semblent répondre les sondages : à quelques exceptions près, l'évaluation de leur satisfaction de vie, d'ailleurs relativement élevée, est constante à travers le temps.

Easterlin (1974) fut le premier à attirer l'attention des économistes sur les enquêtes de satisfaction de vie, disponibles en longue période pour les Etats-Unis et le Japon (*World Database of Happiness*) et établies en Europe depuis 1973 grâce à l'*Eurobaromètre*. Des enquêtes beaucoup plus ponctuelles complètent le tableau pour d'autres pays du monde. Comme son nom l'indique, la *satisfaction de vie* est une évaluation par la personne sondée de la satisfaction globale que lui procure la vie. En réponse à la question unique "êtes-vous globalement satisfait de la vie que vous menez ?", un échantillon de population doit se situer sur une échelle de 1 à 4 : très insatisfait (1), plutôt insatisfait (2), plutôt satisfait (3), très satisfait (4). Le concept de satisfaction de vie a tout lieu d'intéresser l'économiste, qui a toujours considéré que seul l'individu est apte à évaluer le bien-être que lui procurent ses divers comportements. En outre, grand atout au regard de la discipline, les résultats des enquêtes sont traduits en chiffres.

Les résultats de ces sondages sont intéressants à deux titres : en données transversales, ils permettent de comparer la satisfaction de vie de diverses populations à une même date ; en séries chronologiques, ils informent sur l'évolution de la satisfaction de vie d'une même population à travers le temps. La question posée étant toujours identique, les réponses semblent bien se prêter à comparaison. Le premier cas présente toutefois l'inconvénient d'être beaucoup plus tributaire de variations culturelles.

A un moment donné du temps, la corrélation entre le niveau de revenu réel d'un pays et la satisfaction de vie de sa population n'est pas clairement établie. D. de la Croix et S. Deneulin (1996 p. 153), qui avaient fait le point sur la question il y a dix ans, observaient ceci : "entre différentes nations, il ne semble pas y avoir de corrélation forte entre revenu par habitant et les résultats des enquêtes sur la satisfaction. Easterlin (1974) conclut à une absence de corrélation sur base d'un

⁴ Les arguments traditionnels de critique de la comptabilité nationale avaient été exposés dans Cassiers (1995) ; ici, nous nous basons essentiellement sur Delain (2005).

... La "satisfaction de vie" des occidentaux n'augmente plus

échantillon de 14 pays du monde entier. Selon Veenhoven (1991) et Inglehart (1988) il existe toutefois une corrélation significativement positive mais une grande dispersion demeure, certains pays pauvres ayant des niveaux de satisfaction plus élevés que des pays développés⁵. A titre d'exemple, la satisfaction de vie moyenne des Brésiliens est largement supérieure à celle des Japonais, malgré un revenu réel par tête nettement inférieur. Sans doute faut-il y lire une approche différente de la vie... Des conclusions identiques à celles des auteurs précités ressortent, selon nous, des données présentées plus récemment par Frey et Stutzer (2002), quoique la question puisse faire l'objet d'une controverse.⁶ Nous ne nous y attarderons pas, choisissant d'accorder plus de place aux données chronologiques de quelques pays occidentaux, qui sont plus complètes, plus fiables et plus proches de nous.

Les graphiques (page 3) reproduisent la satisfaction de vie telle qu'elle se dessine en moyenne aux Etats-Unis, au Japon et dans plusieurs pays d'Europe. Dans la plupart des pays riches, la population est "plutôt satisfaite" de la vie qu'elle mène : les moyennes se situent le plus fréquemment aux environs du 3. On observera quelques variantes nationales : le Danois moyen trouve sa vie nettement plus satisfaisante que le Japonais ou l'Américain moyen, malgré un PIB réel par tête comparable (vs Japon, fin de période) ou inférieur (vs E.U.). Le constat qui nous intéresse le plus ici et qui a retenu l'attention de plusieurs auteurs⁷ est que, de manière quasi générale, trente (voire cinquante) années de croissance économique soutenue n'ont pas augmenté l'évaluation subjective de la satisfaction de vie. En la matière le cas belge n'est guère réjouissant : depuis le premier choc pétrolier, le PIB réel par tête a augmenté de 80%, mais la satisfaction de vie a diminué de 8,8% en moyenne.

Une remarque méthodologique s'impose : par construction, les deux variables reproduites sur ces graphiques *ne peuvent pas* augmenter dans les mêmes proportions, l'une étant bornée et l'autre pas : le PIB peut augmenter à l'infini, tandis que la satisfaction la plus parfaite, le point de nirvâna, est, d'année en année représenté par le chiffre 4. On ne devrait donc pas attendre, pour ces deux variables, des lignes de tendance (*trends*) parallèles. Il n'empêche que la stagnation fréquente, voire la baisse de la satisfaction de vie reste interpellante.

Pourquoi la croissance économique, tant recherchée par les gouvernements et les grandes institutions internationales, si peu susceptible d'être remise en question en dehors des mouvements excentriques ou marginaux, ne parvient-elle pas - ou ne parvient-elle plus, au-delà d'un seuil - à augmenter le bien-être de l'homme ? Celui-ci n'est-il jamais satisfait de ce qu'il possède ? Lui en faut-il toujours plus ? Ou est-ce parce que la croissance comporte des effets secondaires (des "externalités négatives") qui finissent par annuler ses bienfaits, comme ces médicaments qui soulagent une rage de dents mais vous collent une aigreur d'estomac ?

⁵ Les ouvrages inclus dans cette citation ne sont pas repris en bibliographie : cf. soit de la Croix et Deneulin (1996) soit Delain (2005). On trouvera en fin de texte la référence de publications plus récentes de Veenhoven et de Inglehart..

⁶ Boarini et al. (2006 p.29) interprètent les travaux de Frey et Stutzer dans le sens d'une corrélation positive. Un retour aux sources convaincra le lecteur que d'autres interprétations sont tout aussi possibles. L'OCDE (2006 pp.145-146) se montre sur ce point très nuancée.

⁷ Notamment Easterlin (1974) et (1995). Pour un aperçu de la littérature, voir Frey & Stutzer (2002).

2. Toute richesse est relative

Le postulat selon lequel le bien-être croît avec le revenu, ou avec la richesse⁸, fait peu de cas de deux évidences, qui ont toujours donné du fil à retordre aux économistes : l'homme est changeant, ou adaptable, et l'homme est un animal social (Aristote). Ce postulat ignore dès lors deux mécanismes pourtant bien connus des psychologues : l'effet d'habitude (2.1) et la comparaison sociale (2.2). Ceux-ci sont importants dans la mesure où ils modifient les normes sur base desquelles l'individu évalue son bien-être (2.3).

2.1. L'effet d'habitude

L'individu compare généralement sa richesse matérielle actuelle à celle dont il disposait dans le passé. A court terme, il semble que son bien-être augmente si sa richesse croît. Cette hausse n'est cependant que transitoire. En effet, au fût et à mesure de l'enrichissement, les normes de revenu ou de consommation sur base desquelles l'individu évalue son bien-être augmentent aussi. La persistance d'un écart entre les aspirations et le niveau de richesse effectif empêche que le bien-être augmente à long terme. Cette propension à s'adapter aux situations acquises est généralement désignée par les économistes sous le terme d'*effet d'habitude* ou de *dépendance* (Becker et Stigler 1977) ou encore de *dérive des préférences* (Van Praag et Frijters 1999) et s'inspire d'une branche de la psychologie connue sous le nom de *théorie de l'adaptation* (Brickman et Campbell 1971).

On relèvera à titre d'exemple le résultat des enquêtes Gallup Poll menées aux États-Unis de 1950 à 1986. La réponse à la question "quel est le revenu minimum dont un ménage de 4 personnes a besoin pour vivre dans votre communauté ?" montre, d'année en année, une augmentation quasi parallèle du revenu réel jugé minimal (résultat du sondage) et du revenu réel *effectif* (observé) d'une famille de quatre personnes (Layard 2005). Ces résultats suggèrent que les *normes* en matière de revenus sont continuellement tirées vers le haut par des niveaux de revenus réels eux-mêmes croissants. Si l'écart entre la richesse matérielle effective et les normes individuelles reste constant, il semble que le bien-être ne puisse pas croître avec l'enrichissement.

2.2. La comparaison sociale

Les comportements humains s'inscrivent dans un contexte social. Il en va de même du bien-être. L'environnement social influence la satisfaction qu'un individu retire de sa richesse car celle-ci est comparée à celle d'autres membres de la société, notamment ceux dont les caractéristiques socio-économiques sont proches (*groupe de référence*). Les économistes désignent ce phénomène sous les termes d'*interdépendance* du bien-être (Pollak 1976), d'*hypothèse de revenu relatif* (Duesenberry 1949) ou d'existence de *biens positionnels* (Frank 1985). Le grand public anglo-saxon le connaît sous l'expression très imagée de "keep up with the Joneses".⁹ Ce mécanisme de comparaison sociale n'est pas neuf : Karl Marx le décrivait déjà en 1849 (1966 p. 34-35) : "Qu'une maison soit grande ou petite, tant que les maisons d'alentour ont la même taille, elle satisfait à tout ce que, socialement, on demande à un lieu d'habitation. Mais qu'un palais vienne s'élever à côté d'elle, et voilà que la petite maison ne peut désormais prétendre à rien, ou à si peu que rien ; elle aura beau se dresser vers le ciel tandis que la civilisation progresse, ses habitants se sentiront toujours plus mal à l'aise, plus insa-

⁸ Nous employons ici le terme de richesse de manière générique, dans son usage commun (Larousse), comme "abondance de biens, fortune" ou encore "produits de l'activité économique d'une collectivité", sans entrer dans la distinction, nécessaire en comptabilité nationale, entre stock (patrimoine, capital à une date donnée) et flux (revenu, production au cours d'une période déterminée). Le PIB se réfère à la deuxième catégorie.

⁹ Cette expression fait l'objet d'une entrée dans le *Financial dictionary* qui la définit comme "Strive, especially beyond one's income to socialize and spend like others in the same neighborhood."

... *Toute richesse est relative*

tisfaits, plus à l'étroit entre leurs quatre murs, car elle restera toujours petite, si le palais grandit dans les mêmes proportions ou dans des proportions plus grandes".

La comparaison sociale implique que pour relever son bien-être, l'individu doit améliorer sa situation matérielle *relativement* à celle des membres de son groupe de référence. Mais en produisant les efforts physiques et intellectuels nécessaires pour augmenter sa richesse, chaque individu contribue à la réduction de la situation relative d'autres individus. Ces derniers doivent alors déployer des efforts supplémentaires. Cette "course de lévriers" (*rat race*) stimule évidemment les activités économiques. Elle ne relève toutefois pas, ou pas proportionnellement, le sentiment général de bien-être. Blanchflower et Oswald (2003) montrent, sur base de données américaines, qu'une majoration de revenu donnée (1% en l'occurrence) produit des effets différents sur le bien-être d'un individu selon que les autres citoyens profitent ou non d'une majoration analogue : la hausse de bien-être ressentie est amputée d'un tiers dans le premier cas par rapport au second.

2.3. *L'augmentation des aspirations*

L'effet d'habitude et la comparaison sociale produisent donc un relèvement constant des aspirations individuelles par rapport au niveau de vie matérielle. L'individu qui se laisse embarquer dans cette spirale cherche continuellement à atteindre un niveau de richesse plus élevé mais ne parvient jamais à satiété. L'écart qu'il maintient entre ses aspirations (toujours révisées à la hausse) et sa situation effective l'empêche d'accroître son bien-être (ou tout au moins en limite l'accroissement) alors même que sa richesse absolue progresse continuellement. Stutzer (2003) observe, sur des données suisses, une corrélation négative entre le niveau d'aspiration (représentée par le revenu jugé nécessaire) et la satisfaction de vie. Selon Van Praag et Frijters (1999), la hausse des aspirations peut détruire entre 60 et 80% de l'augmentation de bien-être sensée résulter d'une augmentation de revenu.

Cette tendance *naturelle* des hommes à s'habituer à leur situation acquise et à se comparer entre eux est en outre exacerbée par trois facteurs *externes*. Premièrement, les messages publicitaires se nourrissent de la comparaison sociale et la renforcent en proposant continuellement de nouveaux biens qui devraient permettre à l'individu de se distinguer des autres. Deuxièmement, il est de plus en plus courant de classer les individus de façon explicite en fonction de leurs performances ou caractéristiques (p.ex. les plus riches sont classés en fonction de leurs revenus, les plus doués selon leurs résultats universitaires) ce qui excite la tendance à la comparaison sociale. Troisièmement, au cours des dernières décennies, une plus grande mobilité sociale des classes les moins favorisées et de la population féminine a facilité l'accès de ces deux groupes à des positions sociales, économiques et politiques qui leur étaient autrefois fermées et a de ce fait élargi le champ de leurs aspirations. En renforçant les mécanismes d'habituation et de comparaison sociale, la publicité, la consommation de masse, les classements et la déstratification sociale gonflent donc les aspirations individuelles et réduisent le bien-être pouvant potentiellement découler d'une richesse accrue.

Le fait que ces mécanismes stimulent la croissance économique sans pouvoir accroître le bien-être dans des proportions analogues évoque l'expression d'un grand capitaine d'industrie (Charles Kettering, General Motors), au début du XX^e siècle : "La clé de la prospérité économique, c'est la création d'une insatisfaction organisée". Notre système économique, la consommation de masse, la croissance à tout prix s'alimenteraient ainsi de nos angoisses existentielles, mais sans jamais pouvoir les apaiser, faute de répondre à leur vraie nature (Arnsperger 2005).

Ces divers phénomènes n'expliquent pas à eux seuls pourquoi la satisfaction de vie stagne depuis quelques décennies. Au-delà du phénomène de croissance des aspirations, il faut en effet reconnaître que le PIB, par définition, ne capte pas tous les éléments qui contribuent effectivement au bien-être d'une population.

3. La richesse n'est pas tout

L'*homo economicus* (dans sa version "consommateur") se contente généralement de dépenser son revenu pour l'acquisition de biens et services qui lui procurent la satisfaction. Cependant, dans la réalité, l'homme n'attribue pas seulement une valeur à la quantité de biens et services qu'il consomme. Il valorise aussi la qualité de son environnement social, politique et naturel. Le sens commun nous fait savoir que de nombreux éléments, non pris en compte dans le PIB, contribuent à la satisfaction de vie : le sentiment d'appartenir à une société juste, la qualité de son travail et l'insertion sociale, les perspectives d'avenir, la santé, le contentement affectif, le sentiment de sécurité dans sa vie quotidienne, l'environnement politique et institutionnel, ou encore la qualité de l'environnement. La qualité de vie de la personne peut donc être aussi importante – et parfois plus importante – pour le bien-être que la quantité de biens et services disponibles. Certains des facteurs de qualité de vie que nous venons d'évoquer ont fait l'objet d'études plus spécifiques qui peuvent, si besoin en était, nous convaincre de l'existence d'un tel lien.

3.1. Inégalités

Depuis la fin des années 1970, on assiste à une augmentation des inégalités de revenus dans la plupart des pays de l'OCDE. Or il est établi que la satisfaction de vie est négativement corrélée aux inégalités de revenus (Blanchflower et Oswald 2003). Les Européens, en particulier, manifestent une certaine aversion aux inégalités. Une poussée de celles-ci provoque une réaction négative de leur satisfaction de vie plus forte qu'ailleurs : selon Alesina et al. (2001), une augmentation de 10 points de pourcent du coefficient de Gini¹⁰ réduit la proportion d'individus se déclarant "très satisfait" de leur vie de 5.2 points de pourcent en Europe contre 2.5 points de pourcent aux Etats-Unis.

3.2. Chômage et conditions de travail

Un des objectifs déclarés de la recherche d'une croissance économique vigoureuse est la création d'emplois. Toutefois, depuis trente ans, la croissance européenne se poursuit sans parvenir à résorber le chômage. Or celui-ci, à l'évidence, affecte le bien-être et peut en partie expliquer sa stagnation. De nombreux travaux empiriques ont montré que le chômage affecte la satisfaction de vie individuelle et agrégée, pour des motifs tant financiers et que non financiers. Seul un tiers de l'écart de bien-être entre les chômeurs et les travailleurs s'explique par l'écart de revenu entre ces deux groupes (Winkelmann et Winkelmann 1995). Les deux tiers restant proviennent de la perte, par le chômeur, de son statut social.

Au delà des chômeurs, le sous-emploi affecte aussi le bien-être des travailleurs. La crainte de perdre à leur tour leur emploi et leur inquiétude quant aux retombées sociales et budgétaires d'un taux de chômage élevé génèrent une insécurité économique et sociale qui provoque une réduction de leur satisfaction de vie. Cette réduction, mesurée par tête d'habitant, serait certes vingt fois moins forte que celle subie par un chômeur, mais vu l'effet de masse, ce coût indirect en terme de bien-être pourrait dépasser celui imputé à l'ensemble des chômeurs

¹⁰ Coefficient le plus répandu pour la mesure des inégalités de revenus.

(Di Tella et al. 2001). Il semble donc très vraisemblable que l'augmentation du taux de chômage puis son maintien à un niveau élevé dans la majorité des pays occidentaux au cours des dernières décennies ait contribué à la stagnation de la satisfaction de vie.

Le bien-être des travailleurs est aussi affecté par les conditions de travail, celui-ci devenant de plus en plus intense. Cette intensité est due aux cadences élevées et aux délais courts imposés aux entreprises et dès lors aux travailleurs : les progrès dans les technologies de communication et dans le transport ainsi que les pressions accrues d'une exigence de rentabilité ont développé des pratiques de *just in time* plus stressantes pour les travailleurs (Merllié et Paoli 2003). Les dimensions non pécuniaires des relations de travail sont un élément décisif de la satisfaction de vie, comme le note une récente enquête belge : "Les travailleurs sont globalement insatisfaits de leur salaire mais lorsqu'il est inclus parmi d'autres éléments contribuant à leur bonheur, il se situe dans le bas de la liste".¹¹

Les problèmes de santé d'origine professionnelle (hypertension, stress, anxiété, dépression) sont en progression forte. Ils affectent aujourd'hui entre 23 et 33% de la population européenne. 40% des américains estiment que leur travail est "très ou extrêmement stressant". La part de la population japonaise souffrant de stress est passée de 53 à 63% de 1995 à 2000. Le risque d'être atteint de dépression a augmenté au fil des dernières décennies. Les maladies mentales sont probablement devenues une des principales sources de misère des sociétés occidentales, 30% des maladies invalidantes étant d'origine mentale (Layard 2005). Le bien-être étant très fortement corrélé à l'état de santé subjectif (Helliwell 2002),

... *La richesse n'est pas tout*

terait en outre à l'émergence de "nouvelles formes de participation civique plus étroites et plus individualistes, moins centrées sur l'intérêt collectif" (OECD 2001), tendance qui réduit la force du lien social. Une majorité de la population ne consacre que peu de temps à établir et renforcer ses contacts sociaux, alors que le temps passé à regarder la télévision et faire des emplettes croît (Eurlife 2005).

3.5. *Gouvernance et institutions*

En qualifiant aussi l'homme d'"animal politique", Aristote suggérerait que la participation à la vie publique ou politique est essentielle pour l'homme. D'une part, le citoyen qui participe au débat politique peut influencer le mode de gestion publique, qui détermine à son tour la quantité et la qualité des services auxquels il accède. Ceci explique peut-être pourquoi le bien-être individuel est plus élevé là où la participation à la vie politique est plus importante (Frey et Stutzer 2002). Il est aussi positivement corrélé à des variables telles que la transparence de l'action politique, l'autorité de la loi, la qualité du cadre législatif et la stabilité politique (Helliwell 2002). Un exemple où cette dernière semble avoir affecté le bien-être est la Belgique. La baisse de la satisfaction de vie observée au début des années 1980 (graphique page 3) serait en partie explicable par l'insécurité politique générée par le basculement vers un système fédéral (Inglehart et Klingemann 2000).

Le taux de confiance dans les pouvoirs publics a chuté au cours des dernières décennies. Si 75% des Américains faisaient confiance au gouvernement fédéral en 1960, on n'en trouve plus que 21% en 1994. Ces tendances se retrouvent dans de nombreux autres pays développés, dont la Belgique. En 1993, seuls 43% des Européens témoignaient de la confiance à leur gouvernement national et 52% à leur parlement national. On notera également que la proportion d'Européens se déclarant satisfaits de la démocratie dans leur pays oscille entre 40 et 50%. L'ensemble de ces chiffres reflète donc un sentiment d'insécurité et de méfiance à l'égard des dirigeants politiques et pourrait avoir constitué un frein au relèvement du bien-être au cours des dernières décennies.

3.6. *Environnement*

D'après l'Eurobaromètre, 72% des européens déclarent que l'état de l'environnement naturel influence leur qualité de vie et 90% estiment que les décideurs politiques devraient accorder autant d'importance à l'environnement qu'aux politiques économiques et sociales. L'état de l'environnement – qualité de l'eau, pureté de l'air, patrimoine naturel au sens large, bruit, patrimoine urbain - affecte la qualité de l'habitat et du mode de vie des populations. Certaines études tentent de quantifier l'impact de la dégradation de l'environnement sur le bien-être, comme le rapportent par exemple Frey et Stutzer (2004) pour le niveau de pollution atmosphérique. L'impact de la détérioration de l'environnement sur le bien-être individuel et collectif est susceptible de devenir de plus en plus important dans les années et décennies à venir. D'une part, les activités humaines polluent de plus en plus la terre, l'eau et l'atmosphère. La responsabilité de notre mode de croissance à cet égard est établie. D'autre part, l'annonce du réchauffement climatique et de ses effets sur l'habitat ainsi que la disparition d'espèces animales et végétales accélèrent une prise de conscience dans le chef des humains qui se croyaient être les seigneurs de la Terre.

Conclusion

La divergence saisissante entre la tendance du PIB – en forte hausse – et celle de la satisfaction de vie – en stagnation depuis 30 ans au moins – trouve de nombreuses explications. Nous avons résumé en deux grands thèmes les apports récents de la littérature économique sur ce point. En premier lieu, *toute richesse est relative* : au fil de la croissance économique, nos aspirations sont continuellement révisées à la hausse, soit parce que nous nous habituons à notre situation et relevons nos normes, soit parce que nous nous comparons à nos voisins dans une course permanente à qui sera le mieux loti. Deuxièmement, *la richesse n'est pas tout* : la satisfaction de vie ou le bien-être dépend de quantité de facteurs qui peuvent être étrangers à la croissance (douceur de la vie affective) ou lui être, par certains aspects, négativement corrélés (en matière d'environnement ou de santé par exemple).

Cette revue (non exhaustive) de la littérature apporte une réponse à la question posée au départ de l'étude : *oui, les économistes savent que la croissance ne fait pas le bonheur*. Pour être plus précis, il faudrait répondre : parmi les économistes, ceux qui ont mis la question à l'agenda de leurs recherches le savent. D'autres considèrent, de manière parfaitement légitime, que la question du bonheur ne figure pas dans leur champ d'analyse : on peut vouloir analyser la concurrence, les marchés financiers, l'emploi, le commerce international et même la croissance sans prétendre un instant traiter de questions relatives à la satisfaction de vie. Reste quand même une troisième catégorie d'économistes plus intrigante : celle qui, à l'instar de l'OCDE (2006), a abordé la question, a acté le divorce entre croissance et satisfaction de vie, en a compris les causes, et propose néanmoins de conserver le PIB comme indicateur de bien-être et la stimulation de la croissance comme fer de lance des politiques économiques. Trois types de mobiles pourraient motiver ce comportement à première vue peu cohérent. Le premier serait d'ordre idéologique : si le but ultime de la croissance économique était moins noble que le bonheur de tous, mieux vaudrait le déguiser sous des parures séduisantes. Le deuxième tiendrait à une certaine forme d'inertie, à la difficulté de reconvertir un discours et une action politique qui ont été fédérateurs pendant des décennies : au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'objectif de croissance économique fut adopté comme le noyau de la paix sociale et inscrit dans les textes fondateurs des grandes institutions internationales. Le troisième proviendrait de difficultés méthodologiques : "la plupart des indicateurs sociaux et autres mesures subjectives du bien-être présentent des inconvénients pratiques sérieux, en termes de disponibilité, de qualité, d'agrégation et de comparabilité entre pays" (Cotis 2006). Laissant au lecteur le soin de poursuivre la réflexion sur le premier type de mobile, nous concluons en évoquant brièvement les implications qui découlent des deux autres, pour la recherche d'une part, et pour la politique économique d'autre part.

En matière de recherche, *The Economist* (9/2/2006) formule des suggestions judicieuses : si l'OCDE reconnaît que le revenu réel n'offre qu'une approche très biaisée du bien-être, "sa tâche est maintenant de convaincre les gouvernements de produire plus de statistiques pertinentes". Corriger ou compléter la comptabilité nationale en tenant compte de l'empreinte écologique et du bien-être social est une tâche difficile mais possible. Il est utile de rappeler que la comptabilité nationale a été établie au lendemain de la deuxième guerre mondiale sur base de conventions comptables. Celles-ci étaient adaptées au contexte socio-politique de l'époque mais n'ont rien d'immuable. Soixante ans plus tard, certaines d'entre elles pourraient être reconnues comme dépassées par les changements historiques : ainsi en irait-il du traitement de la consommation des ressources naturelles non renouvelables, question apparemment secondaire en 1945, mais que le XXI^e siècle ne peut plus ignorer. Multiplier, élargir et affiner les enquêtes sur la satisfaction de vie semble indispensable à l'heure où se développe un nouveau courant

... Conclusion

de recherches sur ce thème. En effet, les travaux empiriques demeurent, à ce stade, trop partiels. À titre d'exemple, l'impact des facteurs environnementaux sur la satisfaction de vie reste en pratique mal évalué, alors même que la quasi-totalité de la population européenne se déclare sensible à cette question. Dans d'autres registres, il faut souvent se contenter d'indications, provenant d'études peu englobantes. En amont des recherches méthodologiques, les théoriciens de l'économie ont un rôle important à jouer. S'ils sont convaincus des mille raisons pour lesquelles croissance et bien-être ne vont pas de pair, ne serait-il pas de leur devoir moral de dénoncer l'assimilation encore trop fréquente de ces deux éléments bien distincts ? La politique économique pourrait alors amorcer un tournant.

Si la croissance n'était plus considérée comme facteur évident de bien-être, la question de son *but* arriverait inévitablement au devant de la scène. Pourquoi veut-on plus de croissance, et pour qui ? Existe-t-il un consensus sur les objectifs poursuivis (création d'emplois, besoins des plus démunis, garanties pour nos vieux jours) et est-on sûr que la croissance les serve ? Deuxième question, inévitable : le *contenu* de la croissance est-il neutre par rapport à ces buts ? Si un consensus émergeait pour spécifier les aspects qualitatifs que l'on veut donner à la croissance (emplois moins précaires, productions moins polluantes, priorité aux questions citoyennes, prévention des maladies, du stress, de l'insécurité) les outils de mesure requis se mettraient plus aisément en place, tout comme le gigantesque effort de construction d'une comptabilité nationale traditionnelle fut naturellement entrepris lorsque l'État reçut la mission de stimuler globalement la croissance. La stagnation de la satisfaction de vie des occidentaux révèle sans doute l'urgence d'une révision du contenu de la mission et des outils nécessaires pour l'accomplir. Enfin, si les politiques économiques et sociales veulent servir le bien-être des populations, elles doivent tenir compte des effets de comparaison. Certaines pratiques de *benchmarking*¹², issues du monde des affaires et aujourd'hui couramment utilisées par les gouvernements et les institutions supranationales, risquent d'entraîner les pays dans une course sans fin, identique à celle décrite plus haut pour les consommateurs individuels. Accroître la coopération et réduire la compétition entre nations pourrait contribuer à relever la satisfaction de vie de tous.

Isabelle Cassiers, chercheur qualifié du FNRS et professeur au Département d'économie de l'UCL (IRES), est aussi membre fondateur de l'Institut pour un Développement durable.

Catherine Delain, licenciée en économie (UCL), est Experte auprès du Service de l'Évaluation Spéciale de la Coopération au Développement, Service Public Fédéral Affaires Étrangères.

Isabelle Cassiers, Catherine Delain

¹² Processus consistant à se fixer des objectifs chiffrés, obtenus par observation et mesure des pratiques des concurrents.

“Benchmarking is a highly respected practice in the business world. It is an activity that looks outward to find best practice and high performance and then measures actual business operations against those goals.” <http://www.benchnet.com>

Références¹³

- Alesina, A., Di Tella, R., & MacCulloch, R.J. (2001) "Inequality and happiness: are Europeans and Americans different?", NBER Working Paper no. 8198, Cambridge (MA): NBER.
- Arnsperger, Ch. (2005) *Critique de l'existence capitaliste : Pour une éthique existentielle de l'économie*, Paris : Editions du Cerf, collection "La nuit surveillée".
- Becker, G.S., & Stigler, G.J. (1977) "De gustibus non est disputandum" in *The American Economic Review* 67(2), pp. 76-90.
- Blanchflower, D.G., & Oswald, A. (2000) "Well-being over time in Britain and the USA", NBER Working Paper 7487, Cambridge, MA: NBER.
- Blanchflower, D.G., & Oswald, A. (2003) "Does Inequality Reduce Happiness? Evidence from the States of the USA from the 1970s to the 1990s", paper presented at the International Conference on 'The Paradoxes of Happiness in economics', University of Milan-Bicocca, 03/2003.
- Boarini R., Johansson A., & Mira D'Ercole M. (2006) "Alternative measures of well-being", Economics Department Working Papers 476, Paris: OECD.
- Brickman, P., & Campbell, D.T. (1971) "Hedonic relativism and planning the good society" in eds. M.H. Appley, *Adaptation level theory: a symposium*, New York (N.Y.): Academic Press.
- Cassiers, I. (1995) "Comptes et légendes: les limites de la comptabilité nationale" dans *Reflets et perspectives de la vie économique* 34 (6), pp. 507-520. Repris dans *Problèmes économiques*, 1996, n° 2467, 10 avril, pp.27-32.
- Cotis J. Ph. (2006) "Objectif croissance un an après", *Conférence de presse* du 7 février 2006, <http://www.oecd.org/>
- de la Croix, D. et Deneulin, S. (1996), "Relativité de la satisfaction et croissance économique", *Actes du 12ème congrès des économistes belges de langue française, CIFOP*, Vol.1, pp. 153-169.
- Delain, C. (2005) *Croissance économique et satisfaction de vie: pourquoi ne vont-elles pas de pair ?*, Mémoire de fin d'études, Département des sciences économiques, Université Catholique de Louvain.
- Di Tella, R., MacCulloch, R.J., & Oswald, A.J. (2001) "Preferences over inflation and unemployment: evidence from surveys of happiness" in *The American Economic Review* 91(1), pp. 335-341.
- Di Tella, R., MacCulloch, R.J., & Oswald, A.J. (2003) "Macroeconomics of happiness" in *Review of Economics and Statistics* 85, pp. 809-827.
- Duesenberry, J.S. (1949) *Income, saving, and the theory of consumer behavior*, New York (N.Y.): Oxford University Press.
- Easterlin, R.E. (1974) "Does economic growth improve the human lot? Some empirical evidence" in eds. P.A. David & M.W. Reder (1974), *Nations and Households in Economic Growth: essays in honor of Moses Abramovitz*, New York: Academic Press.
- Easterlin, R.E. (1995) "Will raising the incomes of all increase the happiness of all?" in *Journal of Economic Behavior and Organization* 27, pp. 35-47.
- Eurlife (2005), *Interactive database of statistical indicators*, Dublin: European Foundation for the improvement of living and working conditions, juin 2005, URL:<http://www.eurofound.eu.int>.
- European Commission (1973 - 2005) *Standard Eurobarometer* no.1 (Spring 1974) - no. 64 (Autumn 2005), European Commission, Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities, URL:http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives_en.htm.
- Frank, R.H. (1985) "The Demand for Unobservable and Other Nonpositional Goods" in *American Economic Review*, Vol. 75, No. 1, pp. 101-116.

¹³ Pour une bibliographie plus complète, voir Delain (2005).

... **Références**

- Frey, B.S., & Stutzer, A. (2002) *Happiness in economics*, Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Frey, B.S., & Stutzer, A. (2004) "Happiness Research: state and prospects" in *Review of Social Economy*, Vol. 63, No. 2, pp. 207-228.
- GGDC (2006) *Total Economy Database*, Groningen: The Conference Board and Groningen Growth and Development Centre, janvier 2006, URL: <http://www.ggdc.net>
- Helliwell, J.F. (2002) "How's life? Combining individual and national variables to explain subjective well-being", NBER Working Paper No. 9065, Cambridge: NBER.
- Inglehart, R.F., & Klingemann, H.-D. (2000) "Genes, culture, democracy, and happiness" in eds. E.Diener & E.M.Suh, *Culture and subjective wellbeing*, Cambridge, MA: MIT Press, pp. 165-184.
- Jacquemin, A. et Tulkens, H. (2001) *Fondements d'économie politique*, Paris, Bruxelles : De Boeck Université, 3è édition.
- Layard, R. (2005) *Happiness: lessons from a new science*, London: Penguin Group.
- Marx, Karl (1849/1966) *Travail salarié et capital*, Pékin : Editions en langues étrangères.
- Merllié, D., & Paoli, P. (2003) *Troisième enquête européenne sur les conditions de travail*, EF/01/21/FR, Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés Européennes.
- OCDE (2006) *Objectif croissance*, Paris: OCDE.
- OECD (2001) *The well-being of nations: the role of human and social capital*, Paris: OECD.
- Pollak, R.A. (1976) "Interdependent preferences" in *The American Economic Review* 66(3), pp. 309-320.
- Putnam, R.D. (2000) *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York: Simon and Schuster.
- Smith, A. (1759/1999) *Théorie des sentiments moraux*, Paris, PUF.
- Stutzer, A. (2003) "The role of income aspirations in individual happiness" in *Journal of Economic Behavior and Organization* 54, pp. 89-109.
- Van Praag, B.M.S., & Frijters, P. (1999) "The measurement of welfare and well-being: the Leyden approach" in eds. Easterlin R.E. (2002), *Happiness in economics*, Chapter 7, pp. 113-133.
- Veenhoven, R. (2006) *World Database of Happiness*, Correlational findings, URL: <http://www2.eur.nl/fsw/research/happiness>.
- Winkelmann, L., & Winkelmann, R. (1995) "Unemployment: where does it hurt?", CEPR Discussion Paper 1093, pp. 1-23.

Directeur de la publication :

Vincent Bodart

Rédactrice en chef :

Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,

Vincent Bodart, Raouf Boucekkine,

Muriel Dejemeppe, Frédéric Docquier,

Jean Hindriks, François Maniquet,

Vincent Vandenberghe

Secrétariat & logistique : Anne Davister

Graphiste : Dominos

Regards Économiques a le soutien financier de la Fondation Louvain
et de la Banque Nationale de Belgique.

Regards Économiques

IRES-UCL

Place Montesquieu, 3

B1348 Louvain-la-Neuve

<http://www.uclouvain.be/regardseconomiques>

mail: regards@ires.ucl.ac.be

tél. 010/47 34 26

